LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 14 juin 2025

Dictature climatique. Information fausse ou frauduleuse à caractère idéologique.

A les entendre il pourrait se produire des hivers beaucoup plus rigoureux qui seraient causés par les énergies fossiles. Or, il y en eut dans le passé plus ou moins lointain sans qu'on puisse incriminer ces énergies. On est donc en présence d'une mystification à caractère idéologique destinée à satisfaire des intérêts économiques privés inavouables. De la propagande sur fond d'escroquerie en somme.

Un scénario glaçant du changement climatique prédit des hivers à - 18 °C à Paris - 20minutes.fr 12 juin 2025

Crise climatique - Une étude publiée mercredi analyse un scénario possible dû aux conséquences du changement climatique, avec des hivers beaucoup plus froids en Europe, y compris en France.

Cette étude a été publiée mercredi dans la revue scientifique *Geophysical Research Letters*, repérée par *Libération*.

Elle montre qu'un effondrement de l'Amoc (courants océaniques) pourrait entraîner des hivers extrêmement froids en Europe du Nord. Des villes comme Paris pourraient aussi connaître des minimales à -18 °C et une multiplication par trois du nombre de jours de gel.

René van Westen, auteur principal de l'étude, interpelle par ailleurs les « *décideurs politiques* ». « *Plus nous continuerons à brûler des combustibles fossiles, plus ces problèmes s'aggraveront [...]* Le seul moyen d'atténuer les effets les plus catastrophiques de la crise climatique et de prévenir les conséquences dévastatrices d'un effondrement de l'Amoc sur la société est d'effectuer des réductions urgentes et drastiques des émissions de gaz à effet de serre. » 20minutes.fr 12 juin 2025

Pour rappel. Source IA de Google.

J-C – Où on se marre, c'est qu'ils peuvent se livrer à n'importe quelle interprétation frauduleuse en trafiquant la réalité ou en la fabriquant, mais ils ne peuvent pas effacer le passé. On appelle cela être pris en flagrant délit d'imposture.

IA de Google - La vague de froid de janvier 1985 a été l'une des plus sévères du 20ème siècle, avec des températures descendant jusqu'à -20°C à Caen et -40°C dans le Doubs. Paris a enregistré une température record de -14°C le matin du 17 janvier.

Le record de froid le plus important en France est de -41°C, enregistré à Saint-Christophe-en-Bresse (Jura) le 29 janvier 1929.

Dans les années 1950 à Paris, il a été témoigné de plusieurs épisodes de froid intense, notamment en 1954 et 1956. En février 1956, une vague de froid sibérienne a entraîné des températures minimales de -14,7°C à Paris, un record de froid depuis 1872.

Le record de froid est relevé le 10 décembre 1879 à -23,9 °C. Cette vague de froid exceptionnelle a concerné la France pendant la quasi-totalité du mois.

L'hiver de 1709 a été particulièrement sévère, avec des températures extrêmement basses et des périodes de gel prolongées.

Pour qui gouvernement-ils ? 0,2%. Le niveau atteint par la démocratie.

Les ultrariches n'ont jamais été aussi nombreux, ni aussi fortunés - 20 Minutes/AFP 4 juin 2025

Le nombre de personnes fortunées dans le monde a augmenté de 2,6 % pour atteindre 23,4 millions en 2024, avec une hausse particulière des « *ultra-fortunés* »

Un phénomène que l'on doit à l'augmentation des cours boursiers et à l'engouement autour de l'intelligence artificielle (IA), montre une étude internationale menée par le cabinet de conseil Capgemini publiée ce mercredi.

Cette croissance est principalement portée par le haut, avec l'augmentation du nombre de personnes « *ultra-fortunées* », possédant 30 millions de dollars et plus, en hausse de 6,2 % sur un an.

La fortune des plus riches a elle aussi augmenté, avec un patrimoine total estimé de 90.500 milliards de dollars, soit une hausse de 4,2 % par rapport à l'année précédente. En nombre de personnes concernées et en fortune, il s'agit de deux records depuis que Capgemini a commencé à publier cette étude annuelle en 1997. La progression de ces richesses a surtout été permise par la hausse des cours de Bourse. En 2024, les indices américains Nasdaq, Dow Jones, et S & P 500 ont pulvérisé leurs records à Wall Street.

« *Les actions américaines ont poursuivi leur cycle haussier grâce à une croissance économique plus forte que prévu et à un enthousiasme soutenu pour l'IA et les valeurs technologiques* », relève le cabinet dans l'étude qui a évalué 71 pays. En revanche, le nombre de personnes fortunées en Europe recule de 2,1 %, à cause notamment de la stagnation économique dans ses principales économies : la France perd 21.000 millionnaires. Mais le nombre de particuliers ultra-fortunés progresse de 3,5 % en Europe, traduisant une concentration accrue de la richesse.

En complément.

En France, selon une étude de l'Insee de 2018, l'espérance de vie des 5 % d'hommes les plus riches atteignait 84,4 ans, contre 71,7 ans pour les 5 % les plus pauvres, soit un écart de 13 ans. 20 Minutes 3 juin 2025

Une loi correspond à un moment, figé dans l'écriture, de la lutte des classes. Marx

Comme l'esquissent donc déjà les articles de 1842, il n'y a pas de naturalité ni d'innocence politique de la loi : une loi correspond à un moment, figé dans l'écriture, de la lutte des classes. C'est uniquement par le travestissement de l'idéologie qu'une loi peut apparaître comme l'écho de la volonté générale et de l'intérêt collectif. La loi qui se donne comme universelle, alors même qu'elle résulte d'un conflit entre des intérêts contradictoires, cherche à modeler le futur à l'image des guerres passées qui ont été gagnées par les dominants :

- « Ces dispositions minutieuses qui ordonnent au son de la cloche, de façon si militairement uniforme, la période, les limites et les pauses du travail ne furent en aucun cas le produit chimérique de l'imagination des parlementaires. Elles se sont développées au fur et à mesure, en fonction des conditions réelles comme autant de lois naturelles du mode de production moderne. Leur formulation, leur reconnaissance officielle et leur proclamation par l'État furent le résultat de luttes de classes de longue haleine [11]. »

11 - K. Marx, Le Capital, livre I, troisième section (« La production de la survalue absolue »), chap. 8 (« La journée de travail »), § 6, trad. fr. Jean-Pierre Lefebvre, Paris, Puf, « Quadrige », 1993 (1re édition : 1983), p. 316.

<https://shs.cairn.info/revue-de-metaphysique-et-de-morale-2018-4-page-491?lang=fr#re11no11>

J-C- Si j'ai bien compris : Une loi cristallise le rapport de force entre les classes à un moment donné de la lutte des classes.

Imaginez le nombre de journalistes, commentateurs ou géopoliticiens qui se sont ridiculisés, décrédibilisés en embrayant derrière Trump ces derniers mois.

Guerre commerciale : à Londres, la Chine et les États-Unis s'entendent sur un "cadre général" - France 24/AFP 10 juin 2025

Pékin et Washington ont conclu, tard mardi soir, leurs négociations londoniennes sur une note cordiale : les deux pays se sont accordés sur un "cadre général" qui doit être approuvé par leurs présidents respectifs. Objectif : mettre fin à la guerre commerciale dont les conséquences sont déjà tangibles.

Trump se félicite du "cadre général" signé à Londres avec la Chine – AFP 11 juin 2025

"Un accord avec la Chine a été trouvé, soumis à une approbation finale du président Xi et moi-même", a écrit M. Trump sur son réseau Truth Social. "Les terres rares nécessaires seront fournies", a-t-il ajouté.

"Le président Xi et moi-même allons travailler étroitement pour ouvrir la Chine au commerce américain. Ce sera une grande victoire pour nos deux pays!" a-t-il affirmé.

Cet accord a également été salué par le chancelier allemand Friedrich Merz qui a espéré, lors d'un point presse, que l'Union européenne "parviendra à réduire si possible de la même manière les conflits commerciaux avec les Américains".

L'UE suspend ses mesures de rétorsion tarifaires à l'encontre des États-Unis pour "donner une chance aux négociations" - euronews 10 juin 2025

Confirmation, fermer le ban de la dernière mystification. Ils étaient faits pour s'entendre.

Donald Trump annonce un nouvel accord commercial avec la Chine sur les minéraux rares - euronews 12 juin 2025

Pékin fournira aux États-Unis des terres rares et des aimants, tandis que les États-Unis autoriseront les étudiants chinois à fréquenter leurs universités.

Donald Trump est "reconnaissant" des regrets exprimés par Elon Musk après ses critiques contre le président américain - BFMTV 12 juin 2025

Donald Trump est "reconnaissant" des regrets exprimés par Elon Musk, a affirmé mercredi la Maison Blanche, après que l'homme le plus riche du monde a déclaré être "allé trop loin" dans ses critiques la semaine dernière contre le président américain, son ex-allié.

"Le président a bien vu le communiqué qu'Elon a publié ce matin, et il en est reconnaissant", a déclaré lors d'un point presse la porte-parole de la Maison Blanche, Karoline Leavitt, qui a précisé que l'administration Trump n'avait entamé aucun examen des nombreux contrats passés entre les entreprises du multimilliardaire et l'Etat fédéral.

Il avait fait un premier geste en supprimant en fin de semaine dernière un post sur X publié au plus fort de sa dispute avec le président américain, dans lequel il l'accusait d'être impliqué dans l'affaire Jeffrey Epstein, du nom d'un financier accusé d'exploitation sexuelle de mineures.

D'autres posts écrits ou partagés par le milliardaire, dont l'un appelait à destituer Donald Trump, ont également été supprimés. Elon Musk n'a pas détaillé mercredi à quelles publications il faisait référence.

En très bref.

- Un monde de fous à lier !

- Avec 31,7 millions de passagers, les croisières sur d'immenses paquebots ont accueilli sur l'année 2024-2025 dix fois plus de vacanciers flottants qu'à la fin des années 1980.

"Depuis les années 2000, les bateaux de croisière sont deux fois plus nombreux et aussi deux fois plus gros." franceinfo.fr

Leur tyrannie durera-t-elle aussi longtemps ?

La parité entre femmes et hommes sera atteinte... dans 123 ans - LePoint.fr 12 juin 2025

Le Global Gender Gap Report 2025 indique une réduction de l'écart, mais souligne que des obstacles à l'égalité persistent, et s'inquiète des risques liés aux avancées technologiques.

L'extrême droite n'a jamais eu besoin de se renier.

Marine Le Pen a du mal à assumer le changement de doctrine du RN sur le déficit - Le HuffPost

Sur France inter, la présidente du groupe RN a relativisé la portée de ce retournement de veste sur la règle des 3 %.

L'Etat propose, les GAFAM disposent

Hébergement des données de santé : « *C'était Microsoft ou rien [...]* On ne m'a donné aucun choix », affirme Agnès Buzyn sous serment - Publicsenat.fr 10 juin 2025

Il y a de l'eau dans le gaz de l'UE.

Politico : l'UE face au refus de la France et de la Belgique d'arrêter les importations de gaz russe - RT 4 juin 2025

Face à la proposition de l'UE d'interdire l'achat de gaz russe, la France et la Belgique, principaux importateurs de GNL russe, refusent de soutenir cette mesure sans garanties sur ses conséquences économiques et juridiques, selon Politico. Plusieurs États membres s'inquiètent de l'impact de ces mesures.

S'il disposait d'un pouvoir, cela se saurait !

Macron va avoir du mal à interdire les réseaux sociaux aux moins de 15 ans, l'exemple de l'Australie le montre- Le HuffPost 12 juin 2025

Ce n'est pas une question de technique qui risque de freiner le projet du président, mais bien l'efficacité de la mesure.

Que dire de celle de ceux qui gouvernent !

Après Nogent, Bayrou et sa riposte sécuritaire cachent mal la déshérence de la santé mentale des jeunes - Le HuffPost 12 juin 2025

Etablissements scolaires... et psychiatriques.

Santé mentale des jeunes: des référents dans les établissements scolaires à la rentrée - BFMTV 12 juin 2025

Une calamité à lui tout seul.

L'émission avec Macron sur France 2 accuse une audience calamiteuse - Le HuffPost 11 juin 2025

Ce mardi 10 juin, l'émission consacrée à la protection des océans sur France 2, et à laquelle a participé Emmanuel Macron, a réuni 1,57 million de téléspectateurs en moyenne, selon les chiffres de Médiamétrie révélé ce mercredi 11 juin.

Allégeance à leur souverain.

Bateau pour Gaza: LFI demande une audience "*de toute urgence*" à Emmanuel Macron - BFMTV 12 juin 2025

Dissolution de la Jeune Garde : Raphaël Arnault saisit le Conseil d'État – RT 13 juin 2025

J-C - Ensuite, il adressera une requête à La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), et pour finir, une supplique au Pape !

Les barbares ne sont plus à un mensonge d'Etat près.

Sébastien Lecornu : "*Il n'y a aucune vente d'armes françaises à Israël*" - BFMTV 12 juin 2025

Vraiment ?

La LDH porte plainte contre l'entreprise Eurolinks, soupçonnée de livrer des pièces d'armes à Israël - Le HuffPost 12 juin 2025

Etat toujours plus répressif et liberticide.

"Aujourd'hui la pédagogie de la non-violence ne suffit plus (...) le sujet c'est la sanction", estime Valérie Pécresse - BFMTV

Les institutions de la Ve République sont compatibles avec le totalitarisme et le nazisme.

Gérard Larcher accueillera le président du Parlement ukrainien dans l'hémicycle, mercredi 18 juin - Public Sénat 11 juin 2025

De quoi s'agit-il ?

Le parti de Zelensky a choisi le libertarianisme comme idéologie - meduza.io 23 mai 2019

Le libertarianisme est devenu la base de l'idéologie du parti du Président de l'Ukraine Volodymyr Zelensky « *Servant du peuple* ». Cela a été rapporté dans une interview à la rive gauche par le représentant de la Verkhovna Rada Ruslan Stefanchuk.

<https://meduza.io/news/2019/05/23/partiya-zelenskogo-vybrala-svoey-ideologiy-libertarianstvo>

Alors que 11 partis politiques d'opposition ukrainiens ont été interdits au motif qu'ils militaient pour une reddition aux conditions de l'ennemi. (Réseau Voltaire) Les syndicats ouvriers sont toujours quasiment interdits. Le Parlement ukrainien a adopté le 20 août 2024 une loi visant l'Eglise orthodoxe ukrainienne.

- Violations par Kiev de ses obligations de protéger les droits des minorités nationales et de la population russophone - 06 Mars 2023

https://russianunesco.mid.ru/fr/espace_medias/actualites/violations_par_kiev_de_les_droits/

Loi sur les minorités nationales d'Ukraine (2022).

En conséquence, les minorités nationales et la population russophone d'Ukraine ont été déchues de leurs droits suivants :

- le droit à un enseignement dans leur langue maternelle tout au long du cycle secondaire (à partir de septembre 2020, l'enseignement dans la langue maternelle est progressivement réduit et le nombre de matières en ukrainien est augmenté) ;

- le droit d'étudier leur langue maternelle, le russe, qui était complètement exclu du processus éducatif en 2022 ;

- le droit des minorités nationales à recevoir des informations dans leur langue maternelle en raison des quotas linguistiques introduits en 2017 à la télévision et à la radio, qui portent à 75% la part des programmes et des films en ukrainien ;

- le droit des citoyens russophones de recevoir des informations objectives dans leur langue maternelle en raison de l'interdiction d'importer des produits d'édition de Russie ;

- le droit des citoyens russophones de préserver et de développer leur culture et leur identité en raison de l'interdiction de diffuser de la musique russe à la télévision, à la radio et dans les endroits publics, des tournées des artistes en provenance de Russie, de projeter des films et des séries consacrés aux agences de sécurité russes, ainsi que des productions télévisées et cinématographiques russes créées après 2014 ;

- les droits des minorités nationales qui "s'identifient à... l'État agresseur", c'est-à-dire tous les Russes ethniques, aux réunions pacifiques, à recevoir des financements, à créer des organismes consultatifs des administrations locales et à participer à des activités internationales en raison des restrictions directes prévues par la loi sur les minorités nationales d'Ukraine adoptée en 2022.

Mes commentaires publiés dans un blog.

Article : L'antisionisme libéral et le sionisme : les deux faces d'une même médaille

- « D'une manière perverse, le sionisme a besoin de ce type d'opposition : aseptisée, apolitique, infantilisée, sentimentale et fonctionnellement inoffensive. C'est la dialectique du maintien. Le libéralisme européen prétend s'opposer à Israël par des initiatives symboliques qui ne touchent jamais les structures matérielles de l'occupation ni les intérêts qui la soutiennent, tels que le complexe militaro-industriel et les accords bilatéraux sur les armes et les technologies. »

Cela vaut pour tous ceux qui s'indignent, qui se présentent en opposants au régime politique et économique capitaliste en place, qui refusent de rompre avec et de l'affronter vraiment...

Article : L'administration Trump : hypocrisie et poursuite des guerres sans fin

- les BRICS, une organisation internationale qui promeut un développement libre et indépendant pour tous les peuples.

En Inde où on vit dans la pauvreté sous un régime de précarité absolu, aucun Indien que je connais ne peut vivre décemment ou prendre soin de sa santé et de celle de ses enfants. On s'étrangle en lisant cela ! Je me demande comment on peut écrire des trucs pareils, quel délire ! Vous constaterez

Article : Le moineau est la bonne taille

- Ce texte a toute ma très grande admiration : enfin la « vraie » France y déploie toute sa grandeur et son immense vitalité d'inventer pour le monde entier.

– frustrationmagazine.fr/france-gaza-sanctions-rob-grams

Voilà ce qu'on peut lire notamment dans cet article :

– Depuis 2022, la France a aidé l'Ukraine à hauteur de 15,7 milliards d'euros. Cela inclut une aide militaire d'environ 3,4 milliards d'euros cumulés, ce qui comprend des canons Caesar, des missiles,

des munitions, des blindés, des formations, ce qui fait de notre pays le 15e contributeur mondial en aide militaire à l'Ukraine.

L'aide financière a été de plusieurs milliards d'euros sous forme de prêts, de garanties et de contributions via les fonds européens. L'aide humanitaire a été d'environ 434 millions d'euros avec l'envoi de matériels, l'accueil de réfugiés, l'aide médicale et le soutien aux ONG.

JCT – Vous n'êtes pas « admiratif », ils trouvent cela chouette de financer des nazis, cela en est fini d'Imagiter, un cadavre de plus ! Bientôt vous allez vous retrouver bien seuls !

Réponse à un lecteur.

- Vous êtes de mauvaise foi ou vous ne savez pas lire.

Il en appelait à la solution à 2 Etats qui est la négation de la Palestine depuis 1947.

– « *Une des solutions des gouvernements occidentaux pour donner l'impression d'agir en ne faisant rien ou pas grand-chose est "la reconnaissance de l'Etat de Palestine". Si cette reconnaissance est évidemment souhaitable, elle est aussi essentiellement symbolique et peut se faire à peu de frais (quand bien même elle susciterait les protestations du gouvernement israélien).* »

Vous dites que « l'admiration va aux recherches de Rob Grams « pour aider concrètement Gaza ». Et à tout ce qui résiste afin d'aider les palestiniens », vous voulez dire, je cite : « *la France et l'Union Européenne disposent de leviers de contraintes non négligeables* », on ne rêve pas, c'est bien s'en remettre à Macron et à l'UE ou l'OTAN politique, c'est sûr que pour « *aider les palestiniens* », on ne peut pas imaginer pire ! Tout au long de cet article l'auteur fait allégeance à Macron, c'est insupportable. Vous, cela ne vous choque pas, vous en redemandez, je crois que vous n'avez rien compris.

Frustration Magazine n'est pas sur n'importe quelle ligne politique.

Que signifie : « *la France et l'Union européenne pourraient déjà mettre en place un système de sanctions similaires à ce que l'on a pu voir à l'encontre de la Russie suite à son agression contre l'Ukraine* », sinon qu'ils prennent position pour l'OTAN, au moins cela a le mérite d'être clair, non ? Allez-vous faire semblant de ne pas avoir compris ?

Réponse à un lecteur.

A force de se fier à ce que les gens pensent d'eux-mêmes, qui n'a aucune valeur, voyez où nous en sommes rendus...

Réponse à un lecteur.

Vous faites dans le déni ou vous faites semblant de ne pas comprendre, c'est votre droit.

Article : Comme prévu, voici la retraite à 67 ans

En participant au COR, par avance les syndicats collabos cautionnent ses rapports.

Comment voulez-vous combattre efficacement un organisme auquel vous participer, c'est impossible. Ils n'en ont jamais eu l'intention. Ceci explique cela. Cela vaut pour l'ensemble de ce qu'on a appelé la gauche et l'extrême gauche, malheureusement. (luttedeclasse.org)

Réponse à un lecteur.

Proudhon, ce ne serait pas le type qui se serait opposé à l'organisation de la classe ouvrière pour résister au patronat et faire valoir ses droits. Ce ne serait pas le type qui se serait opposé à la journée de travail de 8 heures, au principe de la grève générale ?

Lire *La Misère de la philosophie* de Marx en réponse à *La philosophie de la misère* de Proudhon où ce dernier était réduit en poussière. Quand Marx et Engels lui demandèrent d'être pour les travailleurs français le représentant de la Première Internationale, il refusa parce qu'il avait autre chose à faire. Etc.

Article : Les maîtres du chaos – Épisode 3 – Les «10 Royaumes» ou la folle conspiration géopolitique

- Nulle part l'ordre économique et politique en place n'est remis en cause. Nulle part il ne sera question des inégalités sociales qui sont à l'origine des rapports sociaux de production, des discriminations et des guerres. Nulle part ne seront mentionnés le rôle déterminant du développement des forces productives et de la lutte des classes, qui ont façonné le processus historique depuis des millénaires jusqu'à nos jours. L'aspect social, qui coïncide avec les besoins fondamentaux des hommes, est négligé ou absent, d'où la relégation du rôle de la politique au profit de la géopolitique. Omniprésente, sa principale fonction consiste à interpréter le monde, non pas à partir des facteurs objectifs précédemment cités, des classes en présence, etc. mais de manière métaphysique ou caricaturale à partir de catégories abstraites privilégiant des intérêts individuels qui ont fait jadis la gloire des philosophes, jamais dans un but pratique, collectif ou certainement pas une transformation révolutionnaire de la société.

Ce discours à caractère idéologique déguisé est destiné aux lecteurs qui partagent le constat de l'auteur. Il flatte leur égo de manière à les amener à adopter ses conclusions, soporifique, ils confinent finalement à l'impuissance. Les tenants du régime peuvent dormir tranquille...

Réponse à un lecteur.

Vous ne trouverez aucune trace de la remise en cause du régime économique et politique en place.

Il existe déjà depuis plus de 175 ans. Pour en avoir une petite idée et répondre à toutes ces questions, et surtout à celles que vous avez omis de mentionner, lisez, étudiez :

F. Engels : Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande – 1888 (www.luttedeclassse.org/marxisme/Feuerbach_Hegel_1888.pdf)

Réponse à un autre lecteur.

Pour commencer, je n'insulte jamais personne.

Tout le monde sait à quoi s'en tenir envers les personnes qui font appel à ce procédé dégueulasse. Vous êtes grillé.

Je ne me suis pas adressé à vous à ce que je sache, où, nulle part, à moins que vous soyez un autre. Autrement dit, vous vous êtes démasqué vous-même. On peut être éloquent et piètre polémiste.

Votre numéro d'illusionnisme peut impressionner les faibles ou les naïfs, pas moi.

Quant à vos recommandations, gardez-les pour vous, personne ne vous a sonné !

Ce genre d'article n'est pas inutile, il est profondément nuisible, car que fait-il, sinon diffuser l'idéologie du chaos qu'il ne remet jamais en cause, puisqu'il ne propose rien en pratique ou sur le plan organisationnel pour s'y opposer efficacement dans la perspective de le vaincre.

Vous avez bien fait d'évoquer mon blog, où je propose tout ce qui ne figure pas dans ces articles : une méthode pour interpréter le monde, une théorie pour mener le combat politique, une tactique, une stratégie, un programme, un courant politique à défaut d'un parti, mais je n'y suis pour rien s'il n'existe pas. Je suis à contre-courant de l'orientation actuelle de la société dominée par l'idéologie de la classe dominante, qui se caractérise par la réaction sur toute la ligne, qu'à votre manière de manière schizophrénique vous incarnez. Bien à vous.

En France.

On n'est jamais mieux servi que par soi-même.

Plus de la moitié des ministres du gouvernement Bayrou sont millionnaires, selon leurs déclarations de patrimoine –RT 12 juin 2025

Selon la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique, qui a rendu publiques les déclarations de patrimoine de 36 membres du gouvernement français actuel, 22 ministres sont millionnaires, plaçant le gouvernement Bayrou parmi les plus riches, depuis l'imposition des déclarations de transparence imposées en 2014.

À titre de comparaison, le gouvernement d'Élisabeth Borne comptait 19 millionnaires en 2022, avec un patrimoine brut moyen de 1,8 million d'euros, confirmant cette tendance des fortunés au gouvernement en France. La moyenne du patrimoine net des 36 membres du gouvernement dépasse les 2,6 millions d'euros en patrimoine net moyen, rapporte l'AFP. Ce chiffre remonterait à 2,9 millions en patrimoine brut moyen, selon le calcul fait par le quotidien *Le Monde*.

Non mais alors, qui fait la loi ici !

Taxe « Zucman » : le Sénat rejette la création d'un nouvel impôt sur les ultra-riches - Publicsenat.fr 12 juin 2025

Qui ? Lisez.

« Un axe commun » : les trois groupes de gauche du Sénat unissent leurs forces pour peser sur le budget 2026 - Publicsenat.fr 12 juin 2025

Alors que la proposition d'un impôt sur le patrimoine des plus riches, la taxe Zucman, a été rejetée par la majorité sénatoriale de droite et du centre, les groupes de gauche se coordonnent dans l'optique du budget 2026. Leur intergroupe va préparer des amendements communs. Publicsenat.fr 12 juin 2025

J-C – Il faut bien qu'ils servent à quelque chose !

+23% en 25 ans : vers un coup de rabot chez les fonctionnaires ? - Capital 11 juin 2025

Toujours à la recherche de mesures d'économies dans le cadre du Budget 2026, Eric Lombard a annoncé vouloir «*baissier le nombre de fonctionnaires*». En près de trente ans, l'emploi public a augmenté de plus de 23%.

Il n'y aura pas de hausses d'impôts, le gouvernement l'a promis. Toutefois, dans le cadre du Budget 2026, il faut toujours trouver 40 milliards d'économies à réaliser. Alors, à Bercy, de nombreuses pistes sont sur la table. Concernant un gel budgétaire ou une «*année blanche*», le ministre de l'Economie a souligné que cela nécessiterait «*des décisions politiques au cas par cas*». Mais dans un entretien accordé à France Inter, France Info et Le Monde le 8 juin, Eric Lombard a été clair : «*Il faut qu'on engage la baisse du nombre de fonctionnaires*», dans la droite lignée des propos tenus la veille par la ministre des Comptes publics.

Et pour cause, selon BFMTV, en près de trente ans, l'emploi public a augmenté de 23%. Une tendance encore plus à la hausse ces dernières années, à en croire les chiffres de l'Insee. En effet, fin 2023, 5,8 millions d'agents travaillaient dans la fonction publique. Ce chiffre représente 20% de l'emploi total, et surtout, le nombre d'agents a augmenté de plus de 1% entre 2022 et 2023. Si l'on compare ces chiffres avec ceux de 1997, le bond est encore plus spectaculaire puisqu'il y a plus d'un million de fonctionnaires en plus.

120 000 postes en plus lors du premier mandat Macron

A titre de comparaison, les effectifs dans le privé n'ont augmenté que de 18% et la population de 14%, a détaillé un expert en finances publiques cité par nos confrères sur le site Fipeco. La hausse est spectaculaire dans la fonction publique territoriale (+46%), tout comme dans la fonction

publique hospitalière (+36%). Si la hausse de l'emploi public a été plus mesurée entre 2012 et 2017 par exemple, elle a été très importante entre 1997 et 2002.

Alors qu'Emmanuel Macron s'était dit prêt à supprimer 120 000 postes de fonctionnaires, leur nombre a bondi (+178 000) lors de son premier mandat. Dans un entretien accordé au Journal du dimanche, Amélie de Montchalin a confirmé vouloir demander «ministère par ministère, à revoir les besoins de recrutement d'une part et les revalorisations salariales d'autre part». La ministre des Comptes publics souhaite une «réorganisation massive de l'État, pour plus d'efficacité et plus de lisibilité», mais a rejeté toute idée de «rabort aveugle».

La fonction publique territoriale dans le viseur

Qui seraient les premiers concernés par de telles mesures d'économies ? Comme le rappellent nos confrères, la Cour des comptes prône un coup de rabort dans la fonction publique territoriale. «Un retour progressif des effectifs des collectivités à leur niveau du début des années 2010, soit une réduction de 100 000 emplois ou de 5,5% des emplois, permettrait de réaliser une économie importante, estimée par la Cour à 4,1 milliards d'euros par an à partir de 2030», préconisaient les Sages en 2024. Le Premier ministre avait également pointé du doigt le dérapage budgétaire de la masse salariale des agents de la fonction publique : +6,7% en 2024. Capital 11 juin 2025

Quand le massacre des enfants palestiniens est légitime, cautionné par Macron et son gouvernement.

J-C – Ils ne cessent de faire la promotion du pouvoir et de la violence tout azimut de manière plus ou moins déguisée, même le moindre fait divers sordide est monté en épingle, c'est délibéré. Actualité politique internationale, guerres, répression violente du mouvement ouvrier, abus de pouvoir en tout genre, scènes de violence extrême accessibles 24H/24 sur le Net, à cela s'ajoute les jeux vidéos, où le joueur se transforme en justicier, en milicien, flic, guerrier, il va devenir cruel, sadique, dément, littéralement dingue, etc. à force les esprits faibles et malléables des enfants les plus vulnérables peuvent se détraquer, de sorte qu'ils en arrivent à confondre le monde imaginaire et la réalité, à assouvir leur refoulement en se livrant à des actes d'une violence inouïe, devenir des criminels malgré eux.

Paris : à l'école Sainte-Catherine, une élève de CP accuse un garçon de CE2 de viol - 20minutes.fr 7 juin 2025

La direction se refuse pour l'instant à exclure l'élève auteur, ce qui provoque la colère des parents sur place.

« Il s'agit de soupçons graves. Nous travaillons en étroite relation avec la police » indique à 20 Minutes Baptiste Jacomino, adjoint au directeur de l'enseignement catholique de Paris, qui précise que le mot « viol » a été employé par la famille. Le responsable explique que l'élève suspecté d'agression n'a pas été exclu. Mais il précise qu'« aucune décision définitive n'a été prise » et que des zones de circulation peuvent être instaurées pour éviter que les enfants - victime déclarée et agresseur présumé - ne se croisent.

« Je vais rencontrer l'ensemble des familles et nous avons mis en place un plan d'action. On a fait intervenir une psychologue pour conseiller les adultes, et nous avons ouvert un point d'écoute pour enfants et adultes. Notre priorité est double : collaborer sur le plan de la procédure avec les

autorités, et faire le travail éducatif sur le consentement et l'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle », précise Baptiste Jacomino.

Plusieurs parents réclament le départ de l'enfant suspecté d'agression sexuelle, selon *Le Parisien*.

Essonne : Armé d'un couteau, un enfant de 10 ans menace de tuer ses sœurs - 20minutes.fr 9 juin 2025

« *Je vais te tuer !* » Samedi, une adolescente de 16 ans a contacté la police vers 13h15, retranchée dans la salle de bain à Grigny, dans l'Essonne, rapporte *Le Parisien*. Elle a expliqué aux forces de l'ordre que son frère de dix ans essayait de poignarder sa sœur et elle.

Surveillante tuée devant un collège en Haute-Marne - FranceInfo 10 juin 2025

Le suspect est un adolescent de 14 ans, a précisé le procureur de la République de Chaumont lors d'un point-presse. Cet élève de troisième a porté plusieurs coups de couteau à une surveillante en marge d'une opération de contrôle des sacs menée par la gendarmerie. Il a été interpellé et placé en garde à vue. Selon une source proche du dossier à France Télévisions, l'adolescent n'était pas connu de la justice.

Une rixe devant un lycée de l'Essonne en mars dernier s'est soldée par la mort d'un jeune de 17 ans. Un autre établissement scolaire à Nantes a été le théâtre de la mort d'une fillette de 11 ans, tuée à coups de couteau. Durant la période entre mars et fin avril, le ministère de l'Éducation nationale a fait état de 958 contrôles aléatoires de sacs dans les établissements scolaires. Des opérations qui ont permis de confisquer 94 armes blanches. RT 10 juin 2025

Ils parlent d'installer des portiques détecteurs d'arme à l'entrée des collèges, or la dernière agression a eu lieu en dehors de l'établissement scolaire. Ils veulent interdire la vente de couteau aux moins de 15 ans, ils en prendront un dans la cuisine de chez eux ! Macron veut interdire les réseaux sociaux aux moins de 15 ans en France, pourquoi, parce que les jeunes au-dessous de 15 ans serait plus dangereux ? RT 11 juin 2025

Ils sont conscients que c'est la survie de leur régime en faillite qui engendre toutes cette violence, mais comme ils ne peuvent pas aller au bout de leur analyse et l'accuser, alors ils mettent cela sur le compte de "la question de la santé mentale" des enfants qui aurait été négligée, ce qui revient à admettre que leur soumission ou complicité conduit à l'impuissance pour régler ce problème. D'où la nécessité politique de balayer ce régime !

Surveillante poignardée à Nogent : que disent vraiment les chiffres de la violence des mineurs en milieu scolaire - 12 juin 2025

Cette idée est défendue par une partie de la sphère politique, bien qu'il s'agisse d'une vision tronquée de la réalité, amplifiée par ce nouveau drame dans un collège.

Collèges et lycées, lieux de tous les dangers ? Cette idée reçue, reprise sans vergogne par une partie de la sphère politique depuis le drame survenu devant un collège de Nogent (Haute-Marne) mardi matin, a entraîné une première série d'annonces faites par François Bayrou.

Preuve que ce préjugé à la peau dure, un sondage Elabe réalisé pour *BFMTV* et *La Tribune Dimanche* et publié ce mercredi 11 juin révèle que huit parents sur 10 (79 %) sont « souvent » ou « de temps en temps » inquiets pour la sécurité de leurs enfants. Une large majorité des sondés (87 %) allant jusqu'à juger que la mort de cette surveillante, poignardée mardi par un élève de 3e, « traduit une montée réelle de la violence des mineurs dans notre pays ».

Des chiffres à contre-courant

Pourtant, en France, les chiffres récents sur la violence des mineurs sont loin de tels préjugés. Pour s'en convaincre, il suffit d'observer les données récemment relayées par *Le Monde*, attestant d'une baisse de 25 % du nombre de mineurs poursuivis par la justice entre 2016 et 2023 (passant de 64 934 à 48 389). Avec une baisse pratiquement similaire du nombre de condamnés sur la même période.

En réalité, ce sont les violences les plus graves qui augmentent. Plus précisément « *l'accroissement continu du nombre de mineurs mis en cause pour meurtre ou tentative d'homicide : ils étaient 255 en 2023, contre 108 en 2016 (+136 %)* », note un rapport parlementaire daté de novembre 2024. Des affaires majoritairement liées au narcotrafic ou des règlements de compte. Mais dans tous les cas, cette augmentation reste minoritaire en comparaison de la forte médiatisation de ces affaires. Tout comme celles en milieu scolaire, qu'il s'agisse de la mort d'Agnès Lasalle en février 2023, du jeune Elias tué pour son smartphone fin janvier, de la lycéenne poignardée à mort par un camarade en avril à Nantes ou du drame survenu au collège Françoise Dolto de Nogent.

Autre augmentation : celle du nombre de couteaux confisqués en milieu scolaire. Les ministères de l'Intérieur et de l'Éducation ont retrouvé 186 couteaux parmi les 6 002 fouilles menées entre le 26 mars et le 23 mai 2025 par les forces de l'ordre devant les collèges et lycées. Pour 32 gardes à vues seulement. Mais le renforcement des contrôles depuis la fin du mois de mars permet difficilement de prouver une augmentation de la violence à l'école. Car plus de fouilles veut forcément dire plus de trouvailles.

Régulièrement pointé du doigt après des faits divers tragiques (mort de Thomas à Crépol, d'Elias à Paris...) le fléau des armes blanches ne se limite d'ailleurs pas à la France. Ainsi à Londres, 10 adolescents sont morts poignardés l'an dernier, contre 18 en 2023, selon des chiffres partagés par la RTBF après la mort de Keylan, poignardé dans un bus londonien en janvier. Après une attaque similaire à Southport en juillet 2024, le Royaume-Uni avait annoncé l'interdiction de « *toute arme blanche de plus de 20 centimètres de long avec un côté tranchant et une extrémité pointue* » dans le pays. Pourtant, la criminalité au couteau chez les jeunes britanniques « est en baisse depuis 2019 » selon le président du Youth Justice Board, cité par *BFMTV*.

« *Les jeunes ne sont pas dans un déferlement de violence* »

Et en milieu scolaire ? En réalité, pas grand-chose ne permet de le savoir, puisqu'il n'existe tout bonnement aucun chiffre officiel. Mieux vaut donc se tourner vers ceux qui analysent ce sujet de longue date. C'est le cas d'Éric Debarbieux, professeur émérite à l'université Paris-Est-Créteil et ancien délégué ministériel à la prévention de la violence en milieu scolaire.

De passage sur RTL au lendemain de la mort de cette assistante d'éducation, il réfute catégoriquement l'idée selon laquelle l'école deviendrait un lieu dangereux. Pour cela, il avance un premier chiffre éloquent : « Si l'on prend toute la série d'enquête (de victimation) auprès des élèves », « *près de 90-92 % s'estiment en sécurité dans leur établissement* ». Et si l'auteur de *Zéro Pointé ? Une histoire politique de la violence à l'école* reconnaît une augmentation de « *faits violents extrêmement forts* » chez les mineurs, il relativise leur nombre, faussé par leur médiatisation importante. Bien qu'il dise comprendre l'émotion suscitée par de tels actes.

Éric Debarbieux préfère toutefois dénoncer la réponse politique actuelle, jugeant que les « *solutions simples souvent approuvées par l'opinion publique* » présentent un danger car « *la recherche montre en continu depuis des dizaines d'années que les détecteurs de métaux ne servent à rien* ». À l'inverse, cette mesure engendre des « *effets pervers* » qui alimentent « *une forme d'opposition entre les jeunes et l'école* ».

« *Les jeunes ne sont pas dans un déferlement de violence* », conclut-il en évoquant plutôt le déficit politique sur la question de la santé mentale des jeunes. Le vrai nœud du problème de violence à l'école, d'après des décennies de recherche sur la question et à la lumière de plusieurs cas récents d'agressions mortelles en milieu scolaire.

Quand les souteneurs sont au pouvoir ou générations sacrifiées.

J-C – Ils n'auront plus qu'à en conclure que les humains sont des animaux, des gros dégueulasses pervers, des barbares, adieu civilisation, progrès social et émancipation ou liberté...

Dès 12 ans, la majorité des garçons se connecte à un site porno chaque mois interdit – 20 Minutes/AFP3 juin 2025

Quelque 30 % des mineurs se sont rendus « *au moins une fois chaque mois* » sur un site pornographique en 2022, selon une étude de l'Arcom.

Dès 12 ans, plus de la moitié des garçons mineurs se rendent en moyenne chaque mois sur les sites pornographiques. Et ils sont près des deux tiers à les consulter entre 16 et 17 ans, selon une étude de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom). Quelque 30 % des mineurs (2,3 millions) se sont rendus « *au moins une fois chaque mois* » sur un site pornographique en 2022, selon une étude de l'Arcom de mai 2023 portant sur l'année 2022.

Cette proportion est à peine plus faible que les adultes (36 %). Chaque jour ces sites sont fréquentés par 10 % des internautes, quel que soit leur âge, d'après cette étude basée sur les données d'audience Internet de Médiamétrie. Tout âge confondu, les hommes sont 2,5 fois plus nombreux que les femmes à se rendre sur des sites pornos chaque mois (53 % contre 20 %).

Dès 12 ans, plus de la moitié des garçons se rendent sur des sites pornos en moyenne chaque mois : c'est le cas de 21 % des garçons de 10-11 ans, 51 % des 12-13 ans, 59 % des 14-15 ans et de 65 % des 16-17 ans. La fréquentation de ces sites par les adolescentes est bien inférieure : 31 % des 12-13 ans, 27 % des 14-15 ans, 31 % des 16-17 ans, et 20 % des adultes.

Le nombre de mineurs visitant des sites adultes chaque mois a augmenté de 36 % en cinq ans, entre 2017 et 2022, selon l'Arcom. En moyenne, 12 % de l'audience des sites adultes est réalisée par les

mineurs. Quotidiennement, près d'un mineur sur dix se rend sur les sites à destination des adultes, selon l'Arcom.

La France est le quatrième pays le plus consommateur de porno dans le monde. 20 Minutes/AFP3 juin 2025

Palestine occupée.

Grande manifestation en Italie contre la guerre à Gaza - RFI 7 juin 2025

Des centaines de milliers de personnes ont défilé samedi 7 juin dans les rues de Rome pour protester contre la guerre à Gaza, lors d'un rassemblement organisé par l'opposition au gouvernement d'extrême droite de Giorgia Meloni, accusé de « *complicité* ». La manifestation a attiré 300 000 personnes selon les organisateurs, une estimation « *largement confirmée* » par la police selon l'agence AGI.

Israël confirme avoir armé des milices palestiniennes à Gaza pour affaiblir le Hamas - RT 6 juin 2025,

Israël a reconnu avoir armé des factions palestiniennes à Gaza pour lutter contre le Hamas, à commencer par un groupe dirigé par Yasser Abou Shabab, actif dans la zone de Rafah. Cette révélation, d'abord dénoncée le 5 juin par Avigdor Liberman, ancien ministre israélien de la Défense, a été confirmée par le Premier ministre Benjamin Netanyahu dans une vidéo diffusée sur son compte X: « *Nous avons dirigé des clans à Gaza qui s'opposent au Hamas. Qu'est-ce qui ne va pas ? C'est bien, cela sauve la vie des soldats de Tsahal* », a-t-il affirmé.

Les autorités israéliennes auraient livré des fusils d'assaut, principalement des Kalachnikovs, au groupe d'Abou Shabab sans consulter le cabinet de sécurité, une procédure pourtant habituelle. L'objectif serait d'utiliser ces milices comme levier contre le pouvoir du Hamas dans des zones que l'armée israélienne cherche à « *nettoyer* », notamment à Rafah et Khan Younés.

Le groupe d'Abou Shabab, parfois qualifié de gang criminel, s'est fait connaître pour des détournements de convois humanitaires, notamment sous protection israélienne, selon plusieurs témoignages. Bien que le chef de la milice affirme ne recevoir aucun soutien militaire étranger, plusieurs sources palestiniennes et humanitaires assurent l'avoir vu opérer armé et en uniforme dans des zones sous contrôle direct de l'armée israélienne.

Un chauffeur gazaoui a rapporté au Financial Times: « *Il n'y a aucune chance qu'une milice armée puisse circuler librement à Rafah sans l'accord d'Israël* ».

L'historien Jean-Pierre Filiu, cité par La Croix, estime qu'il s'agit pour Israël de « *miser ouvertement sur le crime organisé* » faute de pouvoir instaurer une alternative crédible au Hamas. Il décrit Abou Shabab comme un repris de justice, ancien détenu pour trafic de drogues, aujourd'hui à la tête d'une centaine d'hommes armés, dont certains sont des anciens prisonniers ou des marginaux rejetés par leurs clans.

Des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux montrent des membres du groupe vêtus d'uniformes frappés de l'inscription « *Unité de lutte contre le terrorisme* ». Selon plusieurs observateurs, ces miliciens, parfois assimilés à des factions salafistes extrémistes, auraient également collaboré avec les services israéliens pour établir un contrôle sur certaines zones dites « *purifiées du Hamas* ».

L'antisionisme libéral et le sionisme : les deux faces d'une même médaille - strategic-culture.su 6 juin 2025

Les Européens et les libéraux occidentaux veulent s'approprier la cause palestinienne.

Dans le paysage géopolitique actuel, il est essentiel de comprendre les véritables dynamiques qui sous-tendent le conflit israélo-palestinien. On parle beaucoup d'«*antisionisme*» dans l'Occident libéral, en particulier autour de personnalités médiatiques telles que Greta Thunberg, mais peu d'analyses sont consacrées à la fonction réelle que ce discours joue sur l'échiquier stratégique. La réalité est que le sionisme israélien et l'antisionisme libéral occidental sont interdépendants. Dans la pratique, ils se nourrissent l'un l'autre, servant d'éléments complémentaires dans une logique qui perpétue le génocide à Gaza et le statu quo de l'impunité pour Israël.

Le cas actuel de la «*Flottille de la liberté*», qui navigue en ce moment même vers la bande de Gaza, illustre parfaitement cette symbiose. Soutenue par Greta Thunberg – l'une des principales marionnettes de l'agenda mondialiste euro-atlantique -, cette initiative se présente comme un geste humanitaire visant à briser le siège illégal imposé par Tel-Aviv. Cependant, le navire est poursuivi par des drones israéliens, révélant le mépris absolu de Netanyahou et de son cabinet pour les initiatives dites pacifiques et pour les figures symboliques de l'Occident «*progressiste*». Netanyahou refuse toutefois – ou du moins hésite prudemment – de tuer les «*marins*», car après tout, ce sont des Européens, pas des Palestiniens.

Il est néanmoins important de noter que des initiatives comme celle-ci ne menacent pas réellement les fondements du régime sioniste. Au contraire, elles lui fournissent l'alibi idéal. Le sionisme israélien est soutenu non seulement par sa machine de guerre, mais aussi par son appareil de victimisation et de manipulation symbolique. Chaque tentative de protestation humanitaire «*inoffensive*», chaque discours eurocentrique sur les «*valeurs universelles*», chaque jeune militant européen bien intentionné qui se présente comme le visage de la cause palestinienne sert, dans la pratique, à dépolitiser la résistance et à l'empêcher de se connecter à sa seule véritable voie de salut : la lutte armée et souveraine de l'Axe de la Résistance dirigé par l'Iran. (Vous vous faites des illusions. C'est là qu'était le lézard dans cet article, une illusion en cache une autre. – J-C)

Israël le sait très bien. C'est pourquoi il permet à des voix comme celle de Greta d'exister. Il est possible qu'Israël intensifie encore ses actions et perde patience avec son opposition contrôlée. La possibilité que Greta et ses partenaires européens deviennent de véritables cibles n'est pas seulement rhétorique. Avec Netanyahou en pleine croisade messianique, convaincu de son impunité historique et morale, même la mort de célébrités mondialistes pourrait être intégrée dans sa stratégie. Le coût politique serait facilement transformé en propagande : une erreur regrettable, un «*excès*» de légitime défense, un récit recyclé déjà largement accepté par les vassaux de Washington et de Bruxelles. Néanmoins, rien de tout cela ne causerait de réel préjudice à Tel-Aviv, ni n'aurait d'impact sur le génocide. Que Greta vive ou meure, que la «*Flottille*» atteigne Gaza ou non, tout restera exactement pareil.

D'une manière perverse, le sionisme a besoin de ce type d'opposition : aseptisée, apolitique, infantilisée, sentimentale et fonctionnellement inoffensive. C'est la dialectique du maintien. Le libéralisme européen prétend s'opposer à Israël par des initiatives symboliques qui ne touchent jamais les structures matérielles de l'occupation ni les intérêts qui la soutiennent, tels que le complexe militaro-industriel et les accords bilatéraux sur les armes et les technologies. Les fondements idéologiques et spirituels – le messianisme terroriste et son culte apocalyptique – sont également ignorés. En échange, Israël peut poursuivre sa campagne d'extermination à Gaza, sachant qu'il ne sera jamais confronté à une rupture systémique avec l'Occident.

Pendant ce temps, la seule force qui menace véritablement le projet sioniste est l'Axe de la Résistance, mené par l'Iran et désormais presque exclusivement par les opérations incessantes du Yémen. Ignoré par la presse occidentale, criminalisé par la diplomatie européenne, ce mouvement politico-militaire est également le plus grand fournisseur réel de nourriture, de médicaments et de soutien logistique à la population assiégée de Gaza. Ses convois ne portent ni le sceau de l'ONU, ni les tweets de célébrités, mais ils apportent efficacité et engagement matériel. Téhéran, aux côtés des Houthis, du Hezbollah et des brigades palestiniennes, représente la seule voie plausible vers l'effondrement du colonialisme israélien.

En projetant une fausse alternative à travers des figures comme Greta, l'Occident non seulement infantilise la résistance palestinienne – réduite à un appel humanitaire abstrait – mais sabote également toute possibilité de rupture réelle. Et, paradoxalement, il renforce le régime même qu'il prétend dénoncer. La tragédie est double : le sionisme survit non pas malgré ses critiques libérales, mais précisément grâce à elles.

Georgie.

La Géorgie accuse l'UE de financer l'extrémisme dans le pays - RT 6 juin 2025

Le Premier ministre géorgien Irakli Kobakhidzé a accusé publiquement l'Union européenne de financer et de promouvoir des actions extrémistes sur le territoire géorgien. Lors d'une déclaration sur la chaîne Rustavi 2 le 5 juin, il a affirmé que son gouvernement possédait « *des faits, des vidéos et des preuves concrètes* » montrant comment des acteurs européens soutiennent les manifestations antigouvernementales.

« *Nous leur montrons des faits, mais ils répondent par des phrases vagues, parfois par des mensonges. Cela est regrettable* », a-t-il déclaré. Kobakhidzé a dénoncé l'hypocrisie des institutions européennes, qu'il accuse d'esquiver des faits concrets.

Le président du Parlement géorgien, Chalva Papouachvili, a confirmé ces accusations : « *L'extrémisme en Géorgie est soutenu et financé à partir des budgets de l'UE* ». Il a affirmé avoir adressé un courrier à l'ambassadeur européen à Tbilissi, Pawel Herczynski, sans recevoir de réponse.

Argentine.

Les Argentins manifestent contre l'austérité, Milei et sa "tronçonneuse libertarienne" - Courrier International 5 juin 2025

“*La force grandit depuis le pied.*” Ce titre énigmatique du quotidien progressiste Página 12 est un hommage à une chanson du poète uruguayen Alfredo Zitarrosa, une allusion au ciment nécessaire à tout processus de croissance. Cet auteur, connu pour son engagement politique, commence sa chanson en évoquant un mur construit brique après brique, avant de dresser un parallèle avec les mouvements sociaux et les révolutions qui sont eux aussi le résultat d’efforts continus. Pour le journal argentin, il s’agit de suggérer qu’un mouvement d’opposition au président Javier Milei est enfin en train d’émerger, près de dix-huit mois après son arrivée au pouvoir.

Depuis plusieurs mois, les retraités argentins organisent une manifestation hebdomadaire pour réclamer une hausse de leurs pensions. Celles-ci sont aujourd’hui bien en dessous du seuil de pauvreté. Soutenue par les mouvements de gauche, la mobilisation a progressivement agrégé un certain nombre de revendications et témoigne de la colère contre la “*politique d’austérité la plus dure au monde*” menée par Javier Milei – une expression que l’intéressé ne renie pas et qu’il revendique même. Mercredi 4 juin, les retraités ont ainsi été rejoints par des groupes de professeurs, de scientifiques, de médecins, de personnes en situation de handicap et de féministes. “*Hier, les protestations contre la tronçonneuse libertarienne [symbole de l’austérité voulue par Milei] se sont unifiées*”, écrit le journal dans un éditorial.

L’étincelle est partie du rejet des coupes budgétaires imposées au principal hôpital pédiatrique du pays, le Garrahan, spécialisé notamment dans le traitement des cancers touchant les enfants. “*Ce n’est pas de l’austérité, c’est de l’abandon*”, “*unis contre la cruauté*”, “*pas de coupes à nos droits*”, sont quelques-uns des slogans que l’on pouvait lire sur les pancartes brandies autour du Congrès argentin.

Colombie.

“Le peuple doit s’exprimer” : Petro en appelle aux urnes face au blocage législatif - Courrier international 5 juin 2025

Accusant le pouvoir législatif de l’empêcher de gouverner et alors que la fin de son mandat approche, le président colombien, Gustavo Petro, a décidé de faire appel aux urnes pour que les citoyens décident directement du sort de sa réforme du travail, rejetée il y a deux semaines par le Sénat.

“*Je sais que tout le monde va me tomber dessus [...] Mais le peuple doit s’exprimer car c’est le dépositaire du pouvoir politique en Colombie*”, a déclaré le premier dirigeant de gauche du pays au moment d’annoncer qu’il convoquerait par décret une consultation populaire – sorte de référendum – sans l’accord du Congrès, contrairement à ce que stipule la loi.

Et le moins qu’on puisse dire, c’est qu’il s’est depuis attiré les foudres des médias colombiens de tous bords, même de ceux qui le soutenaient plus ou moins jusqu’alors.

C’est le cas du journal de gauche El Espectador, qui s’indigne dans son éditorial du jeudi 5 juin 2025 de ce que “*le gouvernement national veuille faire entrer le pays dans un délire collectif*”. El Tiempo, l’autre grand quotidien, de droite cette fois, écrit même que le président compte “*dynamiter les institutions*”.

L’argument invoqué par le gouvernement est que le président du Sénat, le conservateur Efraín Cepeda, a eu recours à “*de la triche*” pour rejeter sa réforme par 49 votes contre 47, et qu’il peut

donc passer outre en attendant le contrôle de la Cour constitutionnelle, où il espère disposer d'une majorité depuis qu'il y a placé deux magistrats.

La réforme, qui améliore les conditions des travailleurs en proposant notamment une réduction des heures de travail et une augmentation des majorations nocturnes, dispose d'un fort soutien populaire, selon les enquêtes. Mais elle provoque le rejet du patronat, qui contrôle une grande partie des médias.

Selon le ministre de l'Intérieur, Armando Benedetti, la consultation populaire devrait se réaliser "*fin juillet, début août*", si tant est que le Sénat ne vote pas avant une proposition de réforme du travail alternative.